

## SARKOZY

## Moraliser le capital mais poursuivre la voie libérale

*Dans son discours très attendu de jeudi, le ton de Nicolas Sarkozy s'est voulu grave. Comment pouvait-il en être autrement lorsque, d'évidence, la crise internationale du capitalisme financier est là, dans l'Hexagone et ses conséquences vont être durables sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat et ne peuvent, de ce fait, être occultées plus longtemps. Il ne faut cependant pas rêver : même dans cette situation économique catastrophique, confirmée dès le lendemain de son intervention (hier) par les chiffres officiels du chômage, s'il appelle, comme son ami Bush, à la rescousse les finances de l'Etat, Sarkozy n'en abandonne pas moins ses fondamentaux en proposant une «refondation du capitalisme» et en direction de son camp qui pourrait craindre un revirement : «L'anticapitalisme n'est pas une solution.» Une position qu'il ne pourra tenir longtemps et des citoyens français de plus en plus sceptiques sur les capacités du «président du pouvoir d'achat» à les sortir d'une impasse.*

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

L'amère réalité est tombée dès le lendemain (hier) du discours de Sarkozy : entre 30 000 et 40 000 chômeurs supplémentaires, cette baisse n'est pas arrivée avec cette ampleur depuis 15 ans.

La crise appelle à accélérer les réformes et non à les ralentir, a prévenu Sarkozy qui, dans la foulée, confirme que «30 600 emplois publics seront supprimés en 2009». Sarkozy aura eu beau, comme il l'a fait la semaine dernière en marge du sommet de l'ONU à New York, réclamer des sanctions contre les responsables du «désastre financier», les Français attendaient des mesures concrètes contre les parachutes dorés, il n'en a avancé aucune et n'a fait que fustiger les très gros cadeaux faits aux détenteurs de l'économie : «Les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs doivent être encadrés. Il y a eu trop d'abus, trop de scandales. Par quel encadrement ? En dehors d'une menace hypothétique qui oublie sciemment de mentionner que la richesse d'une entreprise est celle aussi de sa force de travail qui n'en reçoit pas les fruits aujourd'hui, il ne fait pas illusion. Il ne remet pas en cause les contrats privés, et dans le meilleur des cas, il

ne pourra édicter «qu'un code de bonne conduite» d'ici la fin de l'année», si les dirigeants d'entreprise ne s'entendent pas». Ne fait pas illusion non plus son engagement à ce que «pas un seul déposant ne perde un seul euro parce qu'un établissement financier se révélerait dans l'incapacité de faire face à son engagement». Tout le monde sait, et les épargnants français en premier chef, que cette décision n'en est pas une, leurs épargnes sont aujourd'hui et depuis longtemps garanties par la loi, à hauteur de 70 000 euros par déposant.

Quant au revenu de solidarité active, qui devait être financé par des taxes sur les revenus financiers, Sarkozy modifie quelque peu le dispositif pour tranquilliser ses amis de la droite.

La nouvelle taxe servant à financer le revenu de solidarité active «sera diminuée au fur et à mesure que cette aide sera mise en œuvre» et de poursuivre : «Cela ne remet pas en cause l'objectif de baisse globale des prélèvements.» L'Etat, a annoncé le président français, «serait prêt à intervenir le cas échéant par des cautions, par des garanties, par des apports en capital ou par des modifications de la réglementation bancaire... pour éviter que, par un engrenage fatal, l'économie privée de financement s'en-



Nicholas Sarkozy.

fonce durablement dans la récession». Ce dernier terme, la récession, était, jusque-là, devenu tabou auprès du pouvoir français actuel, qui l'évitait, on l'avait même banni des discours.

Les finances publiques à

la rescousse de l'économie, c'était aussi une insulte pour les tenants du libéralisme. Et pourtant, face à une situation des plus catastrophiques, Sarkozy n'a rien trouvé de mieux que de naviguer péniblement entre

un capitalisme devenu «fou» et qu'il «faut moraliser» et la nécessité de «travailler plus» pour sortir du marasme.

N'était ce pas-là, justement, l'astuce trouvée par le président pour devancer les

mesures qu'il aura à prendre très vite pour boucler un budget (examiné hier en Conseil des ministres) qui se présente sous les plus mauvais auspices : 52 milliards de déficit ; un ralentissement de l'économie, un chômage en hausse et le meilleur est à venir, en fait un flot de mauvaises nouvelles dont les impacts, comme toujours, se feront sentir sur les plus faibles.

Le président a eu beau, par ses incantations, vouloir donner l'impression qu'il continue à maîtriser une situation dont la seule origine serait, selon lui, la crise internationale, il lui faudra bien expliquer pourquoi, obstinément, maintient-il ses réformes, qui, chaque semaine, rognent un peu plus le pouvoir d'achat et déversent sur le pavé des milliers de laissés-pour-compte ; les autres, les grosses fortunes, continuent confortablement à s'engraisser.

K. B.-A.

## LE TAUX D'INFLATION ATTEINDRA 13% FIN 2008

## Le FMI met en garde

*Le Fonds monétaire international (FMI) vient de faire des projections loin d'être optimistes. Son directeur général Dominique Strauss-Kahn a estimé que le FMI prévoyait une inflation mondiale de 13% fin 2008. Une situation qui va fragiliser les pays les plus vulnérables.*

Nawal Imès - Alger (Le Soir) -

«C'est une moyenne. Maintenant, nous savons tous que l'inflation a plus d'impact sur les pauvres parce que de manière logique, les pauvres sont les citoyens les moins protégés», a indiqué le DG du FMI qui a demandé aux gouvernements de mieux prendre en compte les plus pauvres dans les mesures destinées à atténuer l'impact de l'inflation sur leurs populations.

«Pour tout gouvernement, il est plus facile d'annoncer des mesures générales, qui puissent être comprises de tous et mises en œuvre rapidement. Mais nous savons pertinemment que ce sera moins efficace

qu'une mesure qui nécessitera plus de temps, qui sera plus forte d'un point de vue politique, mais sera plus ciblée. Très souvent, les subventions contre l'inflation ne sont pas assez ciblées. Elles devraient être destinées aux pauvres», a-t-il indiqué en citant les subventions sur l'énergie «qui concernent tout le monde, et qui sont probablement inutiles puisque dans la plupart des cas, ce sont des subventions à l'essence concernant seulement la partie supérieure de la société qui utilise des véhicules à moteur».

Le DG du FMI a appelé la communauté internationale à ne pas perdre de vue ce qu'il a qualifié de «l'autre



Dominique Strauss-Kahn.

crise», celle de la montée du prix des matières premières, en opposition à la crise financière. «L'autre crise, pour une grande partie du monde, est la plus importante. (...) La crise des prix de l'alimentation et du pétrole a des conséquences pour tout le monde, mais principale-

ment sur les pays émergents et à bas revenus», a-t-il rappelé.

Jusqu'à 2009, une cinquantaine de pays en développement resteront vulnérables à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants.

N. I.

## LE CONSEIL DE LA MONNAIE ET DU CRÉDIT TRANCHE

## Retrait d'agrément à la Salem

*Le Conseil de la monnaie et du crédit a décidé, à l'issue d'une réunion tenue jeudi dernier sous la présidence du gouverneur de la Banque d'Algérie Mohamed Laksaci, de retirer officiellement l'agrément à la Société algérienne de leasing mobilier, Salem SPA, accordé le 28 juin 1997 sous le numéro 97-03.*

**Lotfi Mérad- Alger (Le Soir)-** Après examen de la demande de restitution de l'agrément introduite par l'établissement financier, Salem SPA, en date du 16 septembre courant, le Conseil de la monnaie et du crédit a réservé une fin de non-recevoir à cette requête selon un communiqué de presse parvenu à notre rédaction.

Il est reproché à la Salem le

«laxisme dans sa gestion, refusant de tenir compte des avis de ses actionnaires, les banques publiques».

Il est également reproché à cet établissement financier «un dévoiement» de sa mission, assimilable à «un abus de biens sociaux, à travers l'engagement de plus de 100 millions de dinars en prêts pour achat de véhicules particuliers pour

les cadres du secteur de l'agriculture». Une opération «maquillée» sous la dénomination de «leasing véhicules», indique-t-on.

La Salem cumule désormais près de 2 000 millions de dinars de crédits leasing, qu'elle est incapable de recouvrer.

Elle affiche un passif de 4 125 millions de dinars, un déficit de 665 millions de dinars et des fonds propres limités à 10 millions de dinars seulement.

Au regard de cette situation, la Salem s'était retrouvée sous la menace d'une procédure de faillite en application de l'article 715-bis du code du commerce, et du retrait

d'agrément conformément à l'article 95-alinéa A de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.

Et au plan social, ce sont pas moins de 80 emplois qui seront supprimés. Pour rappel, c'est le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, qui avait décidé de mettre fin aux activités de crédits de la

Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA)-Banque et à celle de leasing de la Société algérienne de leasing mobilier (Salem).

Cette décision a été prise lors d'un conseil interministériel, tenu le 16 août dernier qui a examiné le dossier du leasing du matériel agricole.

L. M.

## CEVITAL PRÉCISE

Cevital précise et informe ses clients que les prix du sucre n'ont pas augmenté. Ceux de l'huile ont été baissés à l'approche de l'Aïd et les unités de production continuent à tourner à plein régime durant ce mois de Ramadan.